

LA
FORCE ECONOMIQUE
DU
REICH

WILHELM UTERMANN

UNE ECONOMIE
dans crise

UNE ECONOMIE SANS CRISE

LA FORCE ECONOMIQUE DU REICH

Nr. 9

WILHELM UTERMANN

UNE ECONOMIE SANS CRISE

1941

L'Allemagne surmonte brillamment la crise	7
Indices de l'essor économique allemand	8
Insuffisance de la lutte contre la crise dans d'autres pays .	10
La production industrielle de la Grande-Bretagne et des États-Unis	11
Une puissante création de moyens de production, con- dition première d'un travail général intense	12
Les investissements d'État provoquent l'essor de l'éco- nomie	14
L'économie dirigée en tant que moyen de consolider la conjoncture	16
L'économie privée dans le système de l'économie dirigée .	19
Les conditions économiques et politiques d'une économie sans crise	22

Maison Internationale d'Édition
Bruxelles

Les grands pays industriels parlent avec une fierté légitime des magnifiques prouesses réalisées et renouvelées chaque jour par l'esprit inventif et les capacités techniques en ces cent dernières années. Les grandes inventions des temps modernes: la machine à vapeur, l'énergie électrique, le moteur à combustion et la chimie moderne ont renversé les vieilles méthodes et conditions de production artisanales pour instaurer une ère économique nouvelle. C'est à elles que nous devons la production massive de marchandises de l'époque actuelle, qui a multiplié à l'infini la force naturelle de nos bras pour la fabrication d'objets utiles. La grande usine, avec ses puissantes machines et ses milliers d'ouvriers, est devenue la caractéristique de notre statut moderne de la production. Le perfectionnement des moyens de communication qui s'est accompli en même temps, égale pour le moins l'amélioration des méthodes de fabrication. Des réseaux toujours plus denses de lignes de chemins de fer, complétés par de puissantes voies navigables et des autoroutes, couvrent tous les pays fortement peuplés. Des navires à vapeur et à moteur des plus grandes dimensions traversent les océans en des temps records, et même l'air est devenu une des plus importantes voies de transport.

La suppression des barrières de l'espace, accomplie par la technique, a fait sortir les nations de leur isolement économique des siècles passés et a eu pour conséquence un échange intense et réciproque de marchandises. Sous le signe de l'épanouissement économique mondial, les avantages de production particuliers dont dispose chaque pays

grâce à ses conditions climatiques, aux richesses de son sol ainsi qu'à l'habileté de ses habitants dans certains travaux, peuvent devenir profitables à tous les pays partenaires du commerce international. Jamais l'humanité n'a disposé pour satisfaire ses besoins vitaux de conditions aussi favorables qu'au temps présent.

Et cependant ce monde, d'une telle richesse, n'est pas devenu plus gai! De graves crises sociales ont accompagné la marche triomphale de la technique. Bien que les possibilités de production de matières premières et de denrées alimentaires de tous genres aient considérablement augmenté, l'existence de très larges couches de population ne s'est jamais complètement libérée de la pauvreté ni de l'insécurité économique déprimantes. Au contraire, plus le capitalisme a pénétré toutes les relations économiques, et plus les maux sociaux se sont aggravés.

Ce sont surtout les crises économiques qui, par intervalles, ont causé de grands dommages dans tous les pays, menaçant continuellement d'anéantir le fruit d'années précédentes plus heureuses. Le sort mesquin, mais relativement assuré, des siècles passés parut à beaucoup d'hommes plus supportable qu'une existence procurant temporairement de meilleures conditions matérielles, mais entrecoupée de périodes qui compromettent même les bases élémentaires de l'existence. De telles crises revenant régulièrement et avec une certitude mathématique, il semble qu'elles soient inséparables du statut actuel de la production et que l'homme de l'économie actuelle leur soit irrémédiablement soumis. Les meilleurs spécialistes d'économie nationale du monde entier se sont occupés très tôt de ces ébranlements mystérieux de la vie économique. Il existe une abondante littérature sur leur mode d'apparition et sur leurs causes supposées, mais toutes les études, si approfondies qu'elles aient pu

être, n'ont pu indiquer aucun moyen de surmonter les crises économiques ou même de les éviter, ce qui a augmenté encore le sentiment d'impuissance devant les hauts et les bas des conjonctures.

Les dangers politiques et sociaux qui accompagnent les soubresauts du développement économique sont devenus particulièrement manifestes lors des dernières crises qui ont sévi dans le monde après la grande guerre de 1914 à 1918. Au fond, toute la période qui a suivi la conclusion du malheureux traité de paix jusqu'à l'an 1933 doit être considérée comme une période de marasme économique ininterrompue. Le spectre du chômage et de la misère frappant les grandes masses de population ne put être entièrement chassé d'aucun pays, même pendant les années relativement bonnes, et le commerce mondial ne s'est jamais relevé des coups assénés par la guerre. Naturellement, en ces temps de malheur, on s'est consacré intensément au problème des crises. Mais il fallut encore l'effondrement complet de l'économie mondiale — dans les années qui suivirent l'ébranlement monétaire international de 1931 — pour imposer la conviction qu'on ne devait pas laisser l'économie livrée à elle-même si on ne voulait pas provoquer d'immenses catastrophes. Dans ces temps difficiles de crise, certains pays ont pris la résolution d'opposer une politique active de lutte contre la crise, aux tendances d'effondrement économique.

L'Allemagne surmonte brillamment la crise.

Parmi les multiples tentatives entreprises depuis lors pour, indépendamment du cours de la conjoncture mondiale, imposer un relèvement économique dans l'économie nationale, seule la méthode employée par l'Allemagne depuis 1933, pour lutter contre la crise, a remporté un succès concluant.

Ceci est d'autant plus remarquable que dans la crise précédente, l'Allemagne avait subi le plus grand effondrement et avait donc le plus long chemin à parcourir pour ranimer son économie. Privée d'avoirs à l'étranger, dénuée de toutes réserves d'or et sans espoir d'être soulagée par des livraisons à crédit de matières premières étrangères, elle en était entièrement réduite, dans toutes ses tentatives, à ses propres ressources, à la volonté de travail et à la persévérance de ses citoyens, à ses installations de production et aux réserves limitées de matières premières qui lui étaient restées pendant la crise. En même temps que l'impulsion était donnée à l'économie, il fallait supprimer deux facteurs de perturbation qui auraient pu compromettre à tout moment le succès d'un relèvement: la désunion politique intérieure du Reich, ligoté en politique extérieure par le traité de Versailles. En sorte que dans ses efforts pour sortir de la crise l'Allemagne partait, au point de vue politique aussi, d'une situation plus défavorable que celle d'autres pays.

Le développement économique de l'Allemagne dans les années qui suivirent n'en paraît que plus brillant. Le tableau numérique ci-dessous donne quelques éléments d'orientation à ce sujet:

Indices de l'essor économique allemand.

	Chômeurs en millions (moyenne annuelle)	Travailleurs occupés en millions	Production Industrielle vol.: 1932 = 100	Revenu national en mrd. de RM
1932	5,6	12,6	100,0	45,2
1933	4,8	13,0	113,8	46,5
1934	2,7	15,1	149,8	52,7
1935	2,2	15,9	176,5	58,7
1936	1,6	17,1	199,6	64,5
1937	0,9	18,4	220,0	72,6
1938	0,4	19,5	237,0	79,7

Dans l'espace de six ans, un effectif de chômeurs de six millions d'hommes a été réduit à ce minimum de personnes qui pour des raisons personnelles ne sont plus capables de travailler et d'être réintégrées dans la production. Dès le printemps de 1938, la quantité des occasions de travail offertes dépassait déjà dans beaucoup de domaines les chiffres de personnel encore libre. Le problème de trouver du travail était devenu un problème de la main-d'œuvre. Le nombre des employés et salariés a augmenté dans une mesure dépassant celle de la résorption du chômage. En 1938 (moyenne de l'année), l'économie allemande a occupé 7 millions, c'est-à-dire 56%, d'ouvriers de plus qu'en 1932. Le volume de la production industrielle a même augmenté dans une mesure incomparablement plus grande. Il a plus que doublé. On voit par là que même le travail à temps réduit, introduit un peu partout pendant la crise, a pu être également supprimé. L'accroissement de la production a eu pour conséquence directe une majoration du revenu national. Celui-ci a augmenté de 76%. L'augmentation a porté principalement sur le revenu-salaire ainsi que sur les revenus du commerce et des métiers. L'Allemagne présentait ainsi, au bout de six ans de politique économique nationale-socialiste, le tableau d'une économie au travail dans le stade de l'occupation totale de toutes les forces disponibles. La plupart des données économiques — nombre de travailleurs occupés, volume de la production et du trafic — consommation des denrées alimentaires, chiffre d'affaires du commerce de détail, revenu national, etc., dépassent de beaucoup les chiffres correspondants de la situation la plus favorable atteinte jusqu'alors dans la période d'après-guerre, dans la floraison apparente de l'année 1929. Cette évolution ascendante a continué jusqu'à la déclaration de guerre en 1939.

Insuffisance de la lutte contre la crise dans d'autres pays.

Aucun autre pays au monde ne peut prétendre à un succès aussi complet que celui remporté par l'Allemagne dans la lutte contre la crise. Sans doute on est parvenu ailleurs aussi, aux États-Unis par exemple, à augmenter le taux d'occupation et la production au moyen de création de travail financée par les deniers publics. Mais l'étendue de la ranimation de l'économie, ainsi obtenue, est restée bien inférieure aux résultats atteints en Allemagne. On n'est arrivé nulle part au stade du travail à plein rendement de la totalité de la main-d'œuvre, et il a subsisté partout des masses de chômeurs qui, en dépit de tous les efforts n'ont pu être intégrées dans le processus économique. C'est ainsi que, même au moment des meilleures conditions de travail (milieu de 1937), le nombre des chômeurs s'est encore élevé à 1,5 millions en Angleterre et même à 6,1 Millions aux États-Unis.

La différence décisive entre l'essor allemand et la ranimation économique qu'on a pu constater dans les pays démocratiques consiste en ce qu'en Allemagne on n'a pas eu à observer le moindre signe d'un ralentissement des forces ascensionnelles jusqu'au moment du passage à l'économie de guerre. Dans d'autres pays par contre, la montée a atteint son point culminant dès le milieu de 1937 et a fait place ensuite à une nouvelle régression qui s'est transformée en un état d'insécurité, caractérisé par des fluctuations conjoncturelles. En sorte que la période d'essor n'a duré que quatre ans et demi à peine, c'est-à-dire pas plus longtemps que les conjonctures dont avait bénéficié l'économie privée dans le passé.

La production industrielle de la Grande-Bretagne et des États-Unis.

	Index angl. du Board of Trade (1932 = 100)	Index amér. du Federal Reserve Board (1932 = 100)
1932	100,0	100,0
1933	105,5	118,8
1934	117,2	124,3
1935	125,3	140,5
1936	137,5	163,8
1937	146,7	171,4
1938	137,3	134,4

Par contre à la déclaration de guerre, la montée économique allemande durait déjà depuis 6 ans $\frac{1}{2}$, sans aucun symptôme permettant d'en prévoir la fin.

Si la cadence de l'essor économique allemand a déjà soulevé l'admiration de l'étranger, la constance de l'évolution ascendante a provoqué un étonnement si possible encore plus grand. Car l'exemple de l'économie allemande apporte la preuve si longtemps attendue qu'il est possible dans certaines conditions, actuellement remplies en Allemagne, de réaliser dans une économie nationale moderne un état capable d'affronter victorieusement les crises. C'est là un fait d'une importance vitale pour la pensée et l'action de politique économique dans le monde entier. Il touche dès maintenant de la manière la plus directe tous les pays qui entretiennent avec l'Allemagne des relations commerciales intenses et que leur structure économique met dans l'obligation d'exporter leurs excédents de marchandises. Ces pays bénéficient actuellement de la situation stable de l'économie allemande, de la même façon qu'ils eurent autrefois à souffrir de la crise allemande.*) Plus ils se sont

*) Voir à ce sujet, dans la même série de publications, l'étude de Franz Grosse: "L'Allemagne et le Sud-Est" ("Deutschland und der Südosten").

orientés fortement vers le commerce avec l'Allemagne, et plus large est la base dont ils disposent pour la consolidation de leur propre situation économique.

Une puissante création de moyens de production, condition première d'un travail général intense.

La perspective d'être épargné dorénavant par les anciennes vicissitudes de la conjoncture est si séduisante, et d'autre part l'étranger y croit encore si peu qu'il n'est pas inutile de dire quelques mots sur le caractère particulier du «prodige économique allemand».

Pour comprendre les relations qui président à la conjoncture, il est important de bien se rendre compte que dans un État industriel moderne le travail en abondance pour tous n'est possible qu'à la condition d'une activité suffisante dans les investissements, c'est-à-dire que quand on construit de nouvelles usines ou bien qu'on perfectionne et agrandit les entreprises existantes. Les débouchés et le travail offerts aux industries d'investissement dépendent de l'envergure de ces investissements mêmes. Ces industries travaillent — comme l'industrie sidérurgique, les constructions en fer et acier, les fabriques de machines, d'appareils et d'engins de transports — pour le perfectionnement et le développement de l'appareil de la production économique, ou bien — comme l'industrie du bâtiment — elles produisent des biens d'usage à longue durée sous la forme de maisons d'habitation et de bâtiments industriels ainsi que d'édifices publics. Par contre, les industries des produits de consommation telles que l'industrie textile, la confection, l'alimentation et beaucoup d'autres branches, travaillent directement pour nos besoins journaliers. Bien que dans le secteur économique des produits de consommation, beaucoup plus de personnes soient occu-

pées que dans les industries d'investissement et des moyens de production, les fluctuations générales du marché du travail sont toujours déclenchées par les industries des moyens de production. Cela tient à ce que le placement des produits de consommation est par sa nature relativement fixe, tandis que le placement des biens de production est exposé aux plus fortes variations. La fabrication et l'écoulement des moyens de production sont toujours déterminés, dans l'économie libérale, par le jugement que portent sur la rentabilité des placements de fonds envisagés les entrepreneurs susceptibles d'investir des capitaux. De telles décisions, de l'opportunité desquelles dépend l'existence économique même des chefs d'entreprise, ne sont prises qu'avec une très grande prudence. Elles sont donc extrêmement sensibles à tous les phénomènes qui peuvent influencer le cours futur de l'économie. Une opinion pessimiste sur les perspectives de bénéfices vient-elle à s'implanter parmi eux, alors leurs investissements diminuent, les industries des biens de production reçoivent moins de commandes, on doit restreindre la création des moyens de production et des ouvriers sont licenciés dans ce secteur. Comme dans leur orientation et leur étendue, les industries de biens de consommation sont organisées en sorte qu'une partie de leur production soit écoulée parmi les ouvriers des industries des moyens de production, la baisse du pouvoir d'achat de ces derniers fait qu'une quantité correspondante de biens de consommation produits reste invendue, ou ne peut plus être écoulée qu'à des prix très bas. Le secteur des biens de consommation éprouve alors des pertes, et là aussi on réduit la production et congédie des ouvriers. Ce processus peut se continuer à la manière d'une vis sans fin poussant vers le bas, jusqu'à aboutir au tableau d'une économie entièrement désorganisée, dans laquelle des millions d'ouvriers

sont condamnés à une inactivité forcée, et une grande partie de l'appareil matériel de production édifié dans un travail de plusieurs décades doit être arrêté et devient inutile.

Les investissements d'État provoquent l'essor de l'économie.

Le fait que l'essor et la crise prennent tous deux leur origine dans les industries des biens d'investissement et se propagent, à partir de là, sur toute la largeur du front économique a été le point fondamental dont est parti le gouvernement national-socialiste pour engager, dès 1933, la lutte contre la crise économique en Allemagne. A ce but a concouru tout d'abord la propre politique d'investissements de l'État, telle qu'elle s'est manifestée dans les grands programmes de création de travail des premières années du relèvement. L'intervention financière, effectuée par la voie de l'extension du crédit, fut plus grande que celle qui s'opéra auparavant sans succès à l'étranger et en Allemagne même, dans le même but, à savoir de déclencher la conjoncture. Mais l'impulsion s'avéra très vite efficace. Parti de l'action motrice directe sur les industries des moyens de production, le goût de l'entreprise se propagea peu à peu dans tous les domaines. Au bout de la première année d'essor, la ranimation produite n'était plus attribuée que pour un tiers à l'action directe des commandes publiques et pour les deux tiers déjà à l'initiative privée déclenchée par elles. Cela entraînait pleinement dans les vues de la politique conjoncturelle étatique qui, après la grande offensive directe contre la misère des masses — misère due au chômage — tenait avant tout à remettre l'économie privée en état, à assurer, grâce aussi à ses propres efforts et

par ses propres forces, le maintien d'une marche satisfaisante de l'économie et à revenir ainsi à sa fonction naturelle dans le cadre du tout social.

Des personnalités qualifiées ont souligné à plusieurs reprises que l'état national-socialiste ne veut pas faire lui-même de l'économie là où il est possible de l'éviter de quelque manière. Toutes les mesures de politique conjoncturelle, prises simultanément à la création de travail et par la suite, montrent bien qu'on laisse à l'initiative des entrepreneurs indépendants le plus de champ possible et que l'activité de l'état consiste principalement à tracer les limites à l'intérieur desquelles cette initiative peut se déployer productivement, à lui aplanir la voie et à faire le nécessaire pour qu'elle se tienne toujours dans le cadre de ce qui est le plus favorable au bien public, c'est-à-dire en fin de compte à l'économie privée aussi.

Ce partage fondamental des tâches entre l'état et l'économie privée est comme un fil conducteur qui soutient tout l'essor économique allemand. Autour de lui se sont développées toutes les mesures dont l'ensemble constitue aujourd'hui le système ingénieux de l'économie dirigée. Dans la victoire sur la crise, les investissements publics ont encore constitué l'élément central de l'action étatique. Pour le maintien du travail à plein rendement, la direction méthodique des phénomènes économiques est devenue un facteur décisif. C'est donc là précisément le secret de la consolidation de la conjoncture. Tandis que l'état, même dans les pays à gouvernement démocratique a financé l'économie, la coordination des forces économiques privées n'a été développée qu'en Allemagne d'une manière aussi complète. C'est là la caractéristique typique du statut économique allemand actuel.

L'économie dirigée en tant que moyen de consolider la conjoncture.

On a abouti à ce résultat en encourageant méthodiquement l'esprit d'investissement privé. Cet encouragement s'exprima dès le début de la reprise par des avantages fiscaux accordés pour les investissements de remplacement ainsi que par l'exemption d'impôts pour les automobiles et camions nouveaux. L'étape suivante fut la protection absolue de la paix du travail, dont les perturbations par suite de grèves et autres conflits de salaires ainsi que par les lock-outs des entrepreneurs ont souvent été à l'origine du développement de crises. La soustraction de l'agriculture aux événements généraux du marché, sa consolidation financière ainsi que sa soumission à une réglementation particulière du marché mirent fin à l'insécurité par laquelle ce secteur de l'économie avait toujours pesé sur l'ensemble par suite des fluctuations imprévisibles des récoltes. — Très tôt déjà, on veilla surtout à éviter les aberrations habituelles d'une conjoncture abandonnée à elle-même, particulièrement la hausse dangereuse des prix et des salaires. La diminution relative des frais, qui intervient simultanément à l'augmentation de la quantité de travail, c'est-à-dire la réduction des prix de revient par unité, assura aux entreprises, même sans augmentation des prix de vente, un revenu suffisant pour le processus d'assainissement. Elles purent se libérer du fardeau des dettes accumulées dans la crise, rassembler de nouveaux moyens d'investissement et réacquiescer ainsi leur capacité de paiement fiscale. Par la suppression du travail à temps réduit ainsi que par l'augmentation de la productivité du travail, les gains des travailleurs bénéficièrent d'une augmentation appréciable, sans qu'il fût nécessaire d'élever le taux des salaires. Ce n'est que dans les

cas où les différents prix et salaires se trouvaient à un bas niveau manifestement conditionné par la crise, qu'on a procédé à une correction vers le haut. C'est ce qui fut fait principalement dans le domaine de l'agriculture. D'autre part, on a pu abaisser les prix d'un grand nombre de marchandises, en sorte que le niveau des prix n'a subi dans l'ensemble qu'une augmentation à peine sensible. Les prix du commerce de gros ont accusé de 1933 à 1939 une augmentation de 14%, conditionnée en grande partie par les hausses de prix des marchandises importées. Et même le coût de la vie n'a augmenté que de 7% à peine. De pair avec la constitution croissante de capitaux dans les sphères privées, l'action exercée par l'État sur les investissements a prévenu le danger de placements irrationnels et a favorisé les placements de fonds désirés par la politique étatique et conjoncturelle. Dans de nombreuses branches de l'économie particulièrement favorisées par la conjoncture, on a édicté des interdictions de construire, afin d'étouffer dans l'œuf des agrandissements exagérés qui ne se seraient pas justifiés à la longue. Une obligation d'employer certaines matières premières indigènes ainsi que des prohibitions et restrictions de l'emploi de certaines matières premières étrangères, ont concouru à réduire à un minimum les perturbations menaçant le ravitaillement en matières premières devant être importées de l'étranger, et en même temps — corrélativement à d'autres mesures — à intensifier la production des matières premières indigènes.

Le système du planisme atteignit son plus haut degré de perfection lorsque l'économie se rapprocha de la marche à plein rendement. Dans la marche libre de la conjoncture il se produit ordinairement à ce moment-là des tensions qui annoncent l'approche de la crise. En Allemagne, non seulement on a réussi

à supprimer presque totalement de telles tensions, mais on a pu, même à ce stade critique, augmenter encore la production et maintenir l'essor. Pour cela on s'est appuyé sur le fait que dans tous les domaines de l'économie, et même dans chaque firme, une marge plus ou moins grande est toujours disponible pour une rationalisation des cycles de travail. En outre de nombreux travailleurs ayant reçu une formation spéciale exerçaient encore des emplois ne leur permettant pas d'utiliser pleinement leurs connaissances et leurs capacités. Enfin de simples ouvriers doués, ainsi que des spécialistes de branches industrielles où la reprise s'était moins fait sentir, purent être gagnés — grâce à une instruction spéciale de courte durée — à d'autres activités plus profitables à l'économie générale et leur offrant de meilleures possibilités de gain. De cette façon, de nombreux travailleurs ont été rendus disponibles ou réinstruits dans maintes branches, par exemple dans l'artisanat et le commerce. Conjointement avec une orientation professionnelle scrupuleuse de la jeunesse, la rationalisation dans le placement du personnel a atteint — pendant la période d'occupation maxima — un degré qui n'aurait jamais pu être atteint dans une «économie à marché libre».

La simple énumération des mesures les plus marquantes de l'économie dirigée suffit à donner une idée de la somme énorme de travail d'organisation qu'elles exigent. L'ancien appareil d'administration étatique n'aurait naturellement pas été capable d'assurer à lui seul ce travail supplémentaire. Il fallut créer un grand nombre de services d'administration économique. Mais cela non plus n'aurait pas suffi à garantir le succès. L'économie elle-même a fourni une aide précieuse et de multiples impulsions par ses nouveaux organes de self-administration, les chambres et groupements fonctionnant au sein de

l'organisation de l'économie professionnelle, ainsi que par le Front du Travail Allemand, l'union des patrons et travailleurs, qui a remplacé les anciennes organisations de lutte des classes. Mais, réunissant et pénétrant toutes les activités, c'est le Parti qui a exercé sur le succès de la politique économique étatique l'influence décisive. C'est grâce à lui que le principe «l'intérêt général passe avant l'intérêt particulier» s'est imposé comme règle de toutes les aspirations et actions de l'économie politique. Seule cette réforme éthique de la pensée économique générale a permis d'éviter que le processus d'assainissement de l'économie ne fût compromis comme autrefois par des intérêts économiques particuliers. C'est pourquoi l'économie dirigée n'est pas en Allemagne un système de mesures administratives subtilisées à la table verte par une bureaucratie ignorante de la réalité; elle a été établie, au contraire, dans une collaboration de tous les intéressés et une véritable action collective de la totalité de la nation.

L'économie privée dans le système de l'économie dirigée.

La certitude que la situation de marche à plein rendement n'est pas seulement un stade transitoire pouvant être suivi, à tout moment, d'une crise mais qu'au contraire nous sommes effectivement au début d'un développement économique sans crises et «sans conjonctures», cette certitude est fondée — du point de vue purement économique — sur la considération suivante: Ainsi que nous l'avons déjà dit, la condition primordiale d'un degré d'occupation élevé est une activité suffisante dans les investissements, seule capable d'assurer du travail aux industries des moyens de production et par là, en fin de compte, à l'économie tout entière. Dans une éco-

nomie qui s'en tient à la propriété privée dans les moyens de production, ce sont toujours les entreprises privées qui sont à longue échéance les soutiens principaux de l'activité d'investissement. Le maintien de leur disposition à investir est donc l'exigence principale si on veut assurer du travail à tout le monde. C'est ce qu'on a fait en Allemagne en éliminant les facteurs essentiels de perturbation qui avaient sans cesse paralysé l'initiative des chefs d'entreprise et les avaient empêchés de remplir leur fonction de facteurs et soutiens de l'activité d'investissement dans l'économie nationale. L'existence d'un État fort, garant de sécurité en politique intérieure et extérieure, a apporté sous ce rapport le changement décisif. Toutes les sources de crises imaginables ont en outre été volontairement tarées; l'on y a réussi en se rendant maître des forces ascensionnelles déjà décrites en détail, maîtrise centrée sur la politique des prix et des salaires. C'est ce qui garantit aux entreprises, même pour l'avenir, des débouchés constants. Tout cela permet d'effectuer des calculs économiques à longue échéance, dans lesquels les risques d'autrefois échappant à toute estimation précise ont fait place à des grandeurs fixes. Sur cette base sûre, l'initiative des chefs d'entreprises peut se déployer mieux et plus librement que par le passé. Car, en fin de compte, que reste-t-il, dans l'économie libérale, de la liberté d'action sans bornes du chef d'entreprise, lorsque la possibilité d'investir entièrement à sa guise ne lui est offerte véritablement que dans les brèves époques d'essor momentané, faisant place à chaque fois, au bout de quelques années, à une crise dans laquelle tout investissement, quel qu'il soit, est rendu impossible? Il est suffisamment prouvé que l'économie dirigée par l'état ne jugule pas, mais encourage au contraire la soif d'action d'entrepreneurs diligents, ne serait-ce

que par le fait que le volume toujours élevé des investissements privés se trouve être plus grand dans le résultat final à longue échéance que le chiffre des investissements irréguliers dans une économie dont le marché est abandonné à lui-même.

Sans doute, l'évolution de la situation politique dans le monde a empêché que l'activité dans les investissements privés puisse dès maintenant faire entièrement la preuve de son importance dans la conjoncture assurée par la direction étatique. Avant que l'économie privée ait pu devenir le soutien principal de l'essor, le Reich fut mis dans la nécessité de réaliser son armement à une cadence accélérée. Les investissements en vue de créer du travail durent faire place aux projets d'armement. Cette nouvelle vague d'investissements publics était exclusivement conditionnée par la politique générale, et n'aurait plus été nécessaire du point de vue de la politique conjoncturelle. La propension de l'économie privée à effectuer de nouveaux placements de fonds était déjà très forte à cette époque; il fallut des mesures extrêmement sévères pour assurer la présence du Reich dans l'accomplissement de ses tâches. Ce dernier développement masque aussi le fait que les frais du financement de l'essor proprement dit, qui ne s'élevèrent en réalité, qu'à une petite partie de la totalité des dépenses publiques d'investissement engagées depuis 1933, ont été modiques. Ils ne sont aucunement en proportion de l'imposante création de revenus qu'ils ont provoquée. Jamais ils n'ont mis les finances publiques dans une situation critique, d'autant plus que le chiffre des impôts recouverts suivit très tôt de mouvement ascensionnel général.*)

*) Voir à ce sujet, dans le même série de publications, l'étude du Prof Schuster: "Die deutsche Finanzpolitik — kein Wirtschaftswunder!"

Les conditions économiques et politiques d'une économie sans crise.

Le succès remporté grâce à la méthode développée par l'Allemagne pour combattre la crise et stabiliser la conjoncture est si manifeste qu'il serait tout simplement naturel de voir l'exemple allemand faire école dans d'autres pays. Il faut considérer cependant que l'application et l'efficacité des mesures susdécrites dépendent de prémisses qui n'existent aucunement en tout lieu. Et il est bien évident qu'une politique de conjoncture «autonome», c'est-à-dire indépendante de l'étranger, telle que celle pratiquée par l'Allemagne n'est possible que si l'essor à produire peut s'appuyer en majeure partie sur les ressources, matières premières et denrées alimentaires existant dans le pays même.

Malgré une légère dépendance de l'Allemagne à l'étranger en ce qui concerne l'importation, ce ne fut pas toujours chose aisée que d'éloigner totalement les perturbations d'origine extérieure — telle que par exemple l'influence du développement des prix à l'étranger sur le niveau des prix à l'intérieur. Le dualisme du développement économique à l'intérieur et à l'étranger produit des tensions dans le commerce extérieur, qu'on a maîtrisées en Allemagne par un contrôle du commerce extérieur et une réglementation des devises. Les pays à structure économique unilatérale auront beaucoup de mal à s'adapter à une économie exempte de crise sur le modèle de l'Allemagne. Il s'agit principalement à ce sujet de petits pays qui, en partie pour des motifs climatiques, mais aussi en raison de l'étroitesse de leur territoire et de leur population restreinte, ne peuvent développer convenablement qu'un nombre restreint de branches économiques, tandis qu'ils dépendent du commerce avec l'étranger pour une part essentielle de leurs

besoins vitaux. De tels pays tirent profit dès à présent, il est vrai, pour autant qu'ils commercent avec l'Allemagne, du procédé allemand; mais ils peuvent encore augmenter fortement ce profit et rendre ainsi superflue une politique nationale de conjoncture en s'adaptant dans une mesure plus grande encore à l'échange de marchandises avec le Reich.

La deuxième condition d'une politique économique analogue à celle de l'Allemagne est l'existence d'un POUVOIR ÉTATIQUE AUTORITAIRE. Les grands pays à gouvernement démocratique sont ainsi exclus d'une politique d'économie exempte de crise. Dans ces pays il a déjà été difficile d'exécuter sans anicroche la première partie du programme de la lutte contre la crise, dans laquelle il s'agit essentiellement du montant des deniers publics à engager une fois pour toutes. Il serait tout à fait impossible d'élaborer par la voie parlementaire un système d'économie dirigée tel que celui établi en Allemagne depuis 1933. Aucun parlement du monde ne serait capable d'embrasser une matière si vaste dans le temps voulu. Mais quelles difficultés ne surgirait-il pas lorsqu'il y aurait lieu de mettre en harmonie avec l'intérêt général les innombrables intérêts particuliers nécessairement touchés par telle ou telle mesure! Dans les questions fondamentales de l'existence économique d'une nation, qui est en jeu ici, les compromis ne sont pas possibles. Seul un État indépendant et fort, qui n'a pas besoin de prendre égard à des desiderata économiques particuliers et peut fonder ses actions sur des raisons de finalité pure, peut trouver la solution claire et juste de ces questions.

Si la politique économique allemande de la période d'essor ne donne donc aucune recette généralement valable pour d'autres pays, elle n'en exercera pas moins une influence prononcée sur la vie internationale. Nous avons déjà indiqué brièvement que la force

d'attraction du marché allemand sur de nombreux pays a augmenté au cours des dernières années. Conjointement avec l'ordre nouveau qui est en train de s'établir en Europe, cette tendance va devenir encore plus forte. A l'horizon politique se dessinent déjà les contours d'un bloc d'États — unis par des amitiés politiques et des intérêts économiques communs — dans lesquels une collaboration de politique conjoncturelle étendue sera devenue possible. Cet espace dispose à un plus haut degré encore que l'Allemagne seule des conditions préalables et nécessaires à une économie sans crise. Les limites posées par le potentiel des relations économiques extérieures à un essor autonome en Allemagne seront à peine sensibles dans cette grande aire. Beaucoup de mesures relatives à la réglementation des matières premières et des devises deviendront ainsi superflues. Un champ d'action plus large peut de nouveau être laissé à l'initiative privée. Il faut ajouter encore que dans cet espace étendu le champ d'activité offert à l'initiative privée devient également plus vaste et plus varié. Et si nous n'avons jamais à redouter que les possibilités d'investissement privé en Allemagne deviennent trop réduites pour assurer un travail à plein rendement de l'économie allemande, il n'en est pas moins bon de savoir qu'on peut trouver dans les économies moins développées de pays européens des champs d'investissement à vrai dire inépuisables, qui peuvent occuper toutes les industries européennes pendant des générations. Grâce au succès de la politique économique allemande, le moment sera bientôt venu d'aborder cette tâche puissante.